

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 25/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

STATION D'EPURATION DE GRACES

Station d'épuration de Grâces
ZI de Grâces
22200 Grâces

Code AIOT : 0005503338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2023 au sein de la station d'épuration de Grâces implantée ZI de Grâces à GRACES (22200). L'inspection a été annoncée le 05/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STATION D'EPURATION DE GRACES
- ZI DE GRACES 22200 Grâces
- Code AIOT : 0005503338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Station de traitement des eaux usées mixte (industrie et urbaine). 87 800 EH. 4500 m3/j

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- qualité des rejets aqueux: respect des valeurs limites d'émissions (VLE) et vérification des résultats d'autosurveillance;
- plan de surveillance des substances dangereuses dans l'eau (RSDE);
- vérification des dispositifs de sécurité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité au dossier	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 1.5.1 et 5.2.1	/	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
10	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 9.2.6	/	Sans objet
11	Disposition constructive	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 8.2.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 4.3.8 et 4.3.9	/	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 9.2.3	/	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 9.2.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est conduite par un prestataire de service spécialisé notamment dans le domaine de l'eau (SUEZ).

Les installations sont correctement gérées et entretenues.

L'exploitation est sécurisée par une clôture, un portail électrique équipé d'un digicode.

Les valeurs limite d'émission aqueuses sont globalement respectées.

Les anomalies constatées lors de l'inspection sont mineures et peuvent être levées sans difficultés techniques et financières particulières.

Toutefois les moyens de lutte extérieurs contre l'incendie devront être identifiés et démontrés de façon explicite.

Enfin, un dossier de porter à connaissance devra être transmis à l'inspection concernant le changement d'affectation des boues biologiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 1.5.1 et 5.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter-à-connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Les boues issues du traitement étaient initialement épandues directement ou après compostage sur les terres d'exploitants agricoles. Les boues sont expédiées aujourd'hui en intégralité (20 tonnes par jour) vers une unité de compostage située dans le Finistère. Ce changement étant notable, il doit faire l'objet d'un dossier de porter-à-connaissance au préfet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques - Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant devra adresser au service de contrôle les plans actualisés des réseaux des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques - Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le dispositif de rejet des eaux résiduaires vers le Trieux est actuellement encombré par une roche (éboulis ?) qui masque en partie la sortie des eaux traitées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques - Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de prélèvement des eaux en sortie de station est existant, facile d'accès et correctement entretenu. Les prélèvements sont réfrigérés (température relevée: 4°C).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques - Débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. (...) Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le débit journalier étant supérieur à 100 m3, l'installation est équipée d'un débitmètre régulièrement calibré.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques Action régionale 2023 - Micropolluants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant a été destinataire d'un arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires (APC) en date du 22 juin 2016. Cet arrêté stipule que l'exploitant doit fournir un programme d'action et/ou une étude technico-économique présentant les possibilités d'actions de réduction du zinc pour lesquelles la phase de surveillance initiale avait démontré que le seuil de rejet était dépassé. Depuis, l'exploitant a bien mis en place une surveillance pérenne du zinc sur les eaux traitées et a réalisé plus de 10 mesures comme prévues dans l'APC du 22 juin 2016. Toutefois, l'exploitant devait fournir à l'inspection des installations classées, un rapport de synthèse de la surveillance en place comprenant les éléments ci-dessous : 1) un tableau récapitulatif des mesures : - pour chaque campagne de mesure, le débit journalier de chaque prélèvement; - pour le Zinc : sa concentration, son flux et les incertitudes qui lui sont liées pour chacune des mesures réalisées. Il devait également être fournis les concentrations minimale, maximale et moyenne relevées au cours de la période de mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen (avec les incertitudes) et les limites de quantification pour chaque mesure ; 2) l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application de l'APC; 3) l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit et de vérifier le respect des dispositions de l'article 2 de l'APC; 4) des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés; 5) des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant met en évidence la possibilité d'arrêter la surveillance du Zinc; 6) des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance; 7) le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable). A ce jour, nous n'avons pas été destinataire de ce rapport de synthèse. L'exploitant devra donc faire remonter ces informations au service de contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 4.3.8 et 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques - Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Caractéristiques imposées aux eaux résiduaires (cf. valeurs limites d'émission fixées dans l'AP)
Constats : De manière générale, les valeurs limites d'émission des eaux traitées sont respectées. La dérive du pH observée en 2021 s'explique par un dysfonctionnement de la sonde de mesures automatiques en sortie de station. Dans les faits, les pH relevés manuellement avec un pHmètre calibré respectaient les VLE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux de surface
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise ou fait réaliser 2 fois par mois des prélèvements en amont immédiat et en aval du point de rejet en s'assurant qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau et fait des mesures des différents polluants suivants : DCO, COD, NTK, PT. Il réalise aussi une fois par an une IBGN à l'étiage.
Constats : La Surveillance physico-chimique des eaux de surface est réalisée tous les ans en amont et aval de la station de Graces. Les résultats pour les années 2021 et 2022 ont été transmis à l'inspection et sont satisfaisants. En ce que concerne le contrôle IBD, il n'a pas été constaté de dégradation du milieu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 9.2.7
Thème(s) : Risques chroniques - Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats de ces mesures sont transmis mensuellement, avant le 20 du mois suivant, à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Les résultats d'autosurveillance sont correctement renseignés dans GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 9.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau sonore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après travaux sur l'installation, puis tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence devra être effectuée pour l'année 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Disposition constructive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2016, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de renseigner l'inspection sur la présence ou non d'une borne incendie à moins de 100 mètres de l'exploitation. Si tel n'était pas le cas, l'exploitant devra évaluer les besoins en eaux d'extinction en cas d'incendie et demander l'avis du SDIS pour déterminer l'accessibilité et les besoins en eaux d'extinction. Le local de charge n'est pas équipé d'un extincteur. Compte tenu des risques incendie du local de charge du transpalette, celui-ci devra être équipé d'un extincteur. Enfin, le local des centrifugeuses n'était pas équipé d'un détecteur incendie. Ce local devra en être équipé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet